

Ecrit par le 3 juillet 2026

Grâce à l'Agence de l'Eau, Rhône Ventoux modernise son réseau d'eau potable



Alors que pression s'accroît régulièrement sur la ressource en eau, le soutien financier [l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse](#) va permettre au [Syndicat Rhône Ventoux](#) de poursuivre ses efforts pour garantir une gestion durable de l'eau potable sur les 37 communes du Vaucluse qu'il dessert.

Plus de 6km de canalisations remplacées

En 2025, plus de 6 200 mètres de réseaux vétustes ou fragiles seront remplacés dans le cadre d'un programme de modernisation, soutenu financièrement par l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse. Huit communes sont concernées par ce programme (voir détail dans l'encadré en fin d'article) : Aubignan, Bédoin, Le Beaucet, Lafare, Malemort-du-Comtat, Mazan, La Roque-sur-Pernes et Saint-Hippolyte-le-Graveyron.

Pour le syndicat Rhône Ventoux qui a vu le jour en 1947, l'objectif est clair : « réduire les fuites, préserver la ressource et améliorer le rendement de réseau, dans un contexte où chaque goutte

Ecrit par le 3 juillet 2026

compte ».

Sécuriser l'alimentation en eau tout en évitant le gaspillage de la ressource

Le coût total des travaux s'élève à 2,64M€, dont 50% sont financés par l'Agence de l'Eau, soit 1,32M€ de subventions. « Un soutien déterminant, qui permet au Syndicat de maintenir un haut niveau d'investissement sur le long terme », expliquent les responsables de Rhône Ventoux pour qui « en renouvelant ses réseaux, le Syndicat Rhône Ventoux œuvre concrètement à sécuriser l'alimentation en eau potable des habitants, tout en agissant activement en faveur de la lutte contre le gaspillage de l'eau. »

L.G.

Les secteurs concernés par les travaux en 2025 :

- Aubignan : Avenue Majoral Jouve
- Bédoin : Route de Flassan
- Le Beaucet : Route départementale 210
- Lafare : Chemin des collets
- Malemort du Comtat : RD 77
- Mazan : Rue de l'allée
- La Roque sur Pernes : VC2
- Saint-Hippolyte le Graveyron : Chemin de la Roque Alric

Konstantinos Chalikakis : « Une goutte d'eau n'a pas de frontières »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Entretien avec l'hydrogéologue [Konstantinos Chalikakis](#), porteur de GeEAUde, la chaire partenariale [d'Avignon Université](#) lancée [il y a tout juste un an](#). Avec cet outil unique en France, réunissant le monde scientifique et les acteurs socio-économiques de l'eau, l'enseignant-chercheur entend favoriser une meilleure connaissance de cette ressource aussi fragile qu'invisible.

Quel état des lieux peut-on dresser sur la ressource en eau aujourd'hui en France ?

« Actuellement, et d'après les chiffres officiels, 18 millions de mètres cubes d'eau sont extraits chaque jour afin de répondre à nos besoins quotidiens en eau potable. Cette eau provient de plus de 33 000 captages répartis sur l'ensemble du pays. Deux tiers de ces prélèvements proviennent des eaux souterraines et un tiers a pour origine de l'eau de surface. 18 millions de mètres cubes par jour, c'est énorme ! »

Et en Vaucluse ?

« Dans le département, la part des eaux souterraines dans notre eau potable est particulièrement importante puisqu'elle s'élève à 96%. Dans l'ensemble, le Vaucluse bénéficie d'une bonne dotation en ressources en eau. L'aquifère karstique de Fontaine-de-Vaucluse, classé depuis l'été dernier parmi les 200 sites géologiques d'exception à l'échelle mondiale (voir encadré), en est un exemple remarquable. Ce bassin d'alimentation exceptionnel, couvrant environ 1 160 km², se distingue aussi par les débits de la source de Fontaine-de-Vaucluse particulièrement élevés. Il y a aussi le grand bassin sédimentaire profond

Ecrit par le 3 juillet 2026

du Miocène du Comtat Venaissin qui s'étend depuis le sud de Carpentras jusqu'à Valréas. Ce sont des eaux souterraines de très bonne qualité qui ont un 'âge', c'est-à-dire un temps de séjour dans le milieu souterrain, de 10 000 ans en moyenne, mais on peut remonter à 40 000 ans à certains endroits. Et, bien sûr, les aquifères alluviaux du Rhône et de la Durance qui alimentent Avignon et une bonne partie des communes du département... On ne se rend pas forcément compte à quel point le Vaucluse est bien doté. Pour autant, ce n'est pas parce qu'il y a des ressources qu'il ne faut pas faire attention. »

« La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. »

C'est-à-dire ?

« On parle souvent de quantité sans parler de la qualité et vice versa. Mais il faut toujours associer ces deux aspects. C'est le problème de la différence entre la pérennité et la gestion durable. La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. La gestion durable, c'est comment on exploite cette ressource pour arriver à répondre à nos besoins actuels sans mettre en péril les besoins des prochaines générations. Aujourd'hui, il y a 18 millions de m³ d'eau qui sont prélevés chaque jour en France. La question est de savoir si dans le même temps, il y a aussi 18 millions de m³ qui entrent dans nos hydro-systèmes. Et quelle est la qualité de ces eaux entrantes. Et, là, on ne parle que d'eau potable, il faut aussi ajouter les autres usages comme les besoins agricoles en irrigation par exemple. »

« Produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. »

Est-ce pour mieux comprendre la complexité de ces interactions que GeEAUde, la 4e chaire universitaire partenariale d'Avignon Université, a vu le jour en juin dernier sur le site d'Agroparc ?

« Il s'agit d'un outil unique en France consacré aux eaux souterraines regroupant le monde universitaire et les partenaires socio-économiques : l'équipe d'hydrogéologues de l'Université d'Avignon, l'Inrae, l'IFPEN, le DPT 84 et la Région, ainsi que les gestionnaires territoriaux comme les syndicats mixtes, les collectivités, les industriels de l'eau, les parcs naturels... Bref un rassemblement de tous les acteurs, des gens dont l'eau fait partie du quotidien. Le principe de la GeEAUde, c'est de produire et partager de la connaissance sur l'eau souterraine. Car produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. Il s'agit donc de créer de vrais échanges autour de nos savoir-faire et nos expériences. Dans cette logique, nous venons de publier une carte mondiale et la base de données associée, ouverte à tous, recensant toutes les sources d'eau douce sous-marines y compris celles non-répertoriées mais dont on peut calculer la probabilité de présence. Avec GeEAUde, nous sommes aussi là pour mieux accompagner le monde politique à prendre les décisions, les plus éclairées que possible, en matière de gestion de l'eau en les aidant dans la compréhension des hydro-systèmes et leur évolution future. »

[GeEAUde : l'Histoire d'eau bien en chaire de l'université d'Avignon](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

Vous avez aussi un rôle auprès du grand public ?

« Lors d'opérations comme la fête de la science qui se déroulent sur notre territoire, je pose chaque fois les mêmes questions au grand public : D'où vient l'eau que vous buvez ? D'où vient l'eau du robinet de Vaucluse ? Ils mentionnent systématiquement qu'on boit l'eau du Rhône et de la Durance alors que presque la quasi-totalité de l'eau potable du département provient des eaux souterraines, certes avec des interactions avec le Rhône et la Durance parfois. Cela veut dire que nous, en tant qu'universitaires et plus généralement le monde qui produit de la connaissance, nous nous sommes ratés quelque part. Nous n'avons pas été capables d'expliquer au grand public que l'eau souterraine, c'est un trésor invisible. Mais parce qu'on ne la voit pas, on pense parfois qu'elle n'existe pas. Cette méconnaissance, c'est la raison principale pour laquelle cette ressource est souvent mal gérée. »

Vous avez une vision très ouverte de la science ?

« La science, ce n'est pas réservé qu'aux scientifiques. C'est l'affaire de tout le monde. Expliquer la science au grand public est crucial pour une société plus informée, sensibilisée, participative, responsable et ainsi résiliente face aux défis contemporains. Si on veut que les gens comprennent les sujets, il faut qu'ils participent à l'observation. Si on demandait par exemple à tous les Vauclusiens qui ont un puits ou un forage de nous envoyer régulièrement les niveaux d'eau dans ces captages, tout en expliquant l'intérêt de faire cela, nous aurions une meilleure visibilité de ce qu'il se passe dans nos hydro-systèmes souterrains. Nous, nous sommes là pour développer de la connaissance, tout en ayant l'obligation morale et éthique d'informer le grand public et d'accompagner aux transitions. Au sein de GeEAUde on a déjà démarré et nous allons multiplier les actions en science participative. »

Votre message est-il entendu ?

« Aujourd'hui, les gens perçoivent les effets du changement climatique. Ils voient ce qu'il se passe autour d'eux. Parfois, il y a soudainement trop d'eau comme lors des inondations à Vaison-la-Romaine ou à Aramon. Et puis, il y en a de moins en moins. Le débit du Rhône a ainsi baissé de 15% depuis les années 1970. Globalement, il y a donc moins d'eau et pourtant cela ne nous empêche pas d'avoir des pelouses bien vertes ou de disposer de fontaines municipales sans recyclage. On continue de prendre de l'eau du robinet, c'est-à-dire l'eau potable, pour, par exemple, nettoyer les routes, nos voitures ou encore arroser nos pelouses. »

« C'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. »

Vous êtes en train de me dire qu'une commune peut laver sa chaussée avec une eau potable qui a passé 10 000 ans dans le sous-sol ?

« Oui, c'est exactement ça. On prend un produit d'excellence qui a passé beaucoup d'années dans le milieu souterrain, et qui se renouvelle très lentement, en oubliant toute la valeur que peut avoir cette eau. Dans un territoire de vignoble comme le nôtre, c'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. Si on veut utiliser une autre image : l'eau souterraine c'est comme l'argent dans la banque. Sauf

Ecrit par le 3 juillet 2026

que l'on ne sait pas combien on a sur son compte. Pourtant on continue à faire des achats et on dépense sans compter... et on ne sait pas combien on rentre en salaire. Le risque, c'est qu'un jour nous n'ayons plus d'argent. C'est aussi simple que cela. »

Heureusement, toutes les eaux n'ont pas 10 000 ans ?

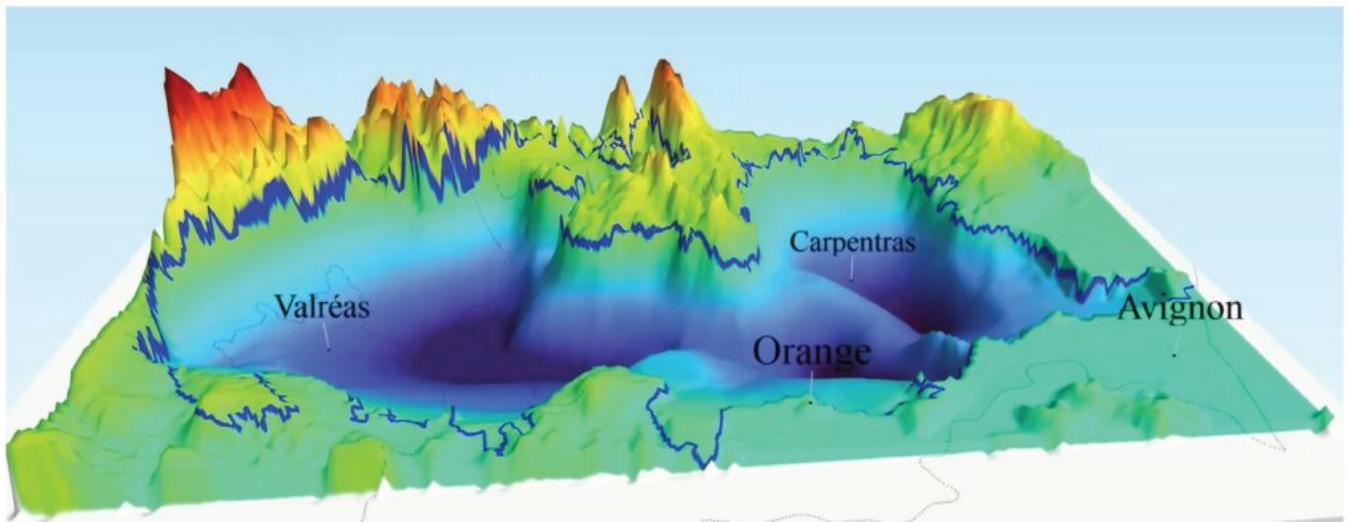
« Non, il y a des eaux qui sont beaucoup plus 'jeunes', c'est-à-dire avec un temps de séjour dans le milieu souterrain relativement court. Le temps de renouvellement de l'eau de la nappe du champ captant de la Barthelasse, par exemple, c'est de l'ordre de quelques semaines, tandis que pour l'aquifère sédimentaire du Miocène de Carpentras c'est plusieurs centaines voire milliers d'années. Cela dépend des territoires car le monde n'est pas juste et équitable, et cela commence par l'eau. On peut avoir ainsi des communes qui sont sur un territoire manquant de ressources en eau souterraine et, juste à côté, un village qui aura la chance de disposer d'une certaine abondance. Cependant, nous constatons que l'eau ne jaillit plus du sous-sol dans certains puits artésiens de notre territoire. Cela signifie que l'eau ne remonte plus sous l'effet de la pression et que le niveau des nappes a déjà commencé à baisser de façon significative par endroit en Vaucluse, à cause de la surexploitation. La pérennité de la ressource n'est donc plus assurée. »

« Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes ? »

Que faut-il donc faire pour la préserver ?

« Aujourd'hui, en France, le volume d'eau potable extrait et distribué est calculé sur une base de 150 litres par jour et par habitant. Combien d'eau boit-on ? Le reste c'est pour d'autres usages (cuisine, douche, toilettes, fuite, piscine, arrosage...) et encore, on n'intègre pas les usages industriels, économiques, agricoles, agro-alimentaires... C'est absurde. Nous n'aurions jamais dû nous retrouver dans une situation où l'on consomme toute cette eau-là. Il faut donc que nous fassions un effort collectif en ayant des comportements différents. Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes ? Croit-on réellement que chaque fois que nous actionnons notre chasse d'eau l'équivalent de 5 litres de pluie tombent sur notre territoire pour assurer la pérennité de la ressource ? La réutilisation des eaux, les 'eaux grises', serait déjà une bonne chose. Et, là, on ne parle que de pérennisation de la quantité, pas des problèmes de qualité. Il ne faut pas oublier non plus la nature dans tout cela. Les arbres, les rivières, nos écosystèmes ont aussi besoin d'eau. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Crédit : Geaude

Les solutions sont les mêmes partout ?

« Les besoins et les contraintes ne sont pas les mêmes dans le Sud que dans le Nord de la France. Par exemple, à l'échelle européenne et nationale, il y a une volonté de passer à une irrigation sous pression. C'est plutôt une bonne chose car ce type d'irrigation permet d'utiliser moins d'eau qu'une irrigation gravitaire où l'on inonde un champ grâce à des canaux qui y transportent l'eau. Pourtant, suivre strictement ces directives en Vaucluse serait une erreur car, en été, et c'est un paradoxe, l'irrigation gravitaire dans les zones cultivées de la plaine d'Avignon remonte le niveau de l'aquifère alors qu'il devrait plutôt baisser durant cette période où ce territoire accueille encore plus de monde. En plus de cela, les canaux d'irrigation servent à l'évacuation des eaux, notamment lors des fortes pluies. Et puis, ces aménagements historiques, comme le canal Saint-Julien par exemple, ont une histoire exceptionnelle et ont permis de récolter un nombre incroyable d'observations et de données. Si on abandonne les canaux d'irrigation on verra rapidement les dégâts dans quelques années. L'irrigation gravitaire doit donc être adaptée à notre territoire qui n'est pas homogène partout. On peut donc l'arrêter en partie mais il faut le faire de la façon la plus intelligente possible selon les particularités (caractéristiques, fréquence...) des différentes zones puisqu'au sein même du Vaucluse, les besoins et les contextes ne sont pas les mêmes entre le nord-est, l'est et l'ouest du département, le sommet du mont-Ventoux, le plateau d'Albion ou les villages du sud du Luberon. Il faut adapter nos besoins aux contextes. »

Il nous faut donc repenser notre manière d'aménager nos territoires ?

« Les architectes et les urbanistes ont effectivement aussi un rôle à jouer en imaginant d'autres façons de gérer l'eau dans les bâtiments et les aménagements urbains. On a vu récemment à Valence les conséquences de très importantes chutes de pluie. Des phénomènes qui vont être amenés à se répéter de plus en plus à l'avenir. Il faut concevoir des capacités de tampon, de stockage, de ralentissement et d'écrêtage. Ce qui est arrivé en Espagne, les hydrologues l'avaient prévu. Et, malgré cela, on a donné le droit de construire à des endroits où il ne fallait pas construire. On parle des catastrophes naturelles mais, en fait, c'est une inondation. Un phénomène certes accentué par les changements climatiques mais

Ecrit par le 3 juillet 2026

cela reste une inondation. Et une inondation, cela arrive tout le temps. Si on décide de construire dans une zone inondable, il faut être conscient qu'un jour ou l'autre, peut-être pas notre génération, mais la génération prochaine va se retrouver noyée. »

« Ce que nous faisons à Avignon a des conséquences à Marseille. »

Que faut-il faire à l'avenir, n'est-ce pas trop tard ?

« Tout ce que nous faisons, nous aurions dû le faire il y a 30-40 ans mais il n'est jamais trop tard pour commencer. Nous devons penser aux besoins humains mais aussi à la préservation de nos écosystèmes. Il faut aussi prendre en compte les conflits d'usage entre les habitants, le sur-tourisme, les activités de loisirs, la production d'énergie, l'économie, l'agriculture... Le tout en prenant conscience de la complexité des interconnexions entre les systèmes hydrologiques. Beaucoup de choses dépendent de ce que nous faisons en amont. Ce que nous faisons à Avignon a des conséquences à Marseille. Ce que nous faisons dans la montagne de Lure a un impact à l'ouest de Vaucluse. »

Cette gestion de l'eau nécessite une réflexion à quelle échelle ?

« Nous avons fait beaucoup d'erreurs car nous sommes des êtres humains avec des faiblesses. Nous aimons la facilité, aller plus vite, avoir une abondance et du confort. Mais, au final, une goutte d'eau n'a pas de frontières. Elle traverse tout. Toute l'eau continentale, qu'elle soit polluée ou non, 'jeune' ou 'vieille', arrive in fine dans la mer. La gestion de l'eau nécessite une réflexion à plusieurs échelles. Locale d'abord pour une gestion des ressources en eau des communes, l'optimisation des usages et des réseaux de distribution (domestiques, agricoles et industriels) ; régionale ensuite pour la coordination entre territoires et une gestion équilibrée des aquifères et des rivières partagées ; nationale après pour l'élaboration de politiques publiques, la réglementation des usages, etc. ; et internationale enfin pour la coopération sur les ressources partagées, notamment pour les fleuves et les bassins transfrontaliers et les plans d'adaptation au changement climatique. L'échelle pertinente dépend du contexte, chaque niveau est crucial mais une approche multi-échelles est essentielle pour une gestion durable et efficace de l'eau. Les gens ne se rendent pas compte à quel point tous les milieux sont liés entre eux. J'insiste : ce que nous faisons en amont peut détériorer ou même détruire un autre écosystème en aval. Il ne faut donc pas oublier que, quoi que l'on fasse en surface, on va le retrouver, dans les sous-sols. Cela peut prendre quelques années, mais on va le retrouver. »

Reprise de l'entretien publié également dans l'édition 2025 du 'Vaucluse en chiffres'

Ecrit par le 3 juillet 2026



Fontaine-de-Vaucluse : un site géologique exceptionnel

La Fontaine de Vaucluse figure parmi les 200 sites exceptionnels géologiques du monde. Cette décision a été officiellement prise par l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS) lors de son 37e congrès qui s'est tenu en Corée-du-Sud le 27 août dernier. En France, 5 autres sites géologiques patrimoniaux ont été aussi sélectionnés : les volcans holocènes du Puy-de-Dôme, la dalle aux ammonites à Digne-les-Bains, la Mer de glace dans le massif du mont Blanc, la série ophiolitique de l'île de La Désirade dans les Caraïbes et la Montagne Pelée à la Martinique.

Crédit : Hocquel A. VPA

'Histoire d'eau' entre la Communauté de

Ecrit par le 3 juillet 2026

Communes du Pays d'Orange en Provence et Suez



Un nouveau contrat de DSP (délégation de service public) a été signé pour 7 ans entre l'opérateur [Suez](#) et la [Communauté de Communes du Pays d'Orange en Provence \(CCPOP\)](#), entre Yann Bompard et la Directrice Région Sud Suez, [Laurence Perez](#).

Ce contrat, qui concerne l'eau potable et l'assainissement et qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier dernier, concerne les communes de Caderousse, Courthézon, Jonquières et Orange, soit 20 000 abonnés et 45 000 habitants. Avec le changement climatique qui accroît la pression sur la ressource en eau (épisodes de sécheresse plus intenses et a contrario de pluies hivernales plus rares, mais indispensables

Ecrit par le 3 juillet 2026

pour recharger les nappes phréatiques), il est nécessaire d'avoir une gestion plus raisonnée et plus économe de ce bien précieux.

Du coup, ce contrat prévoit d'améliorer la performance des réseaux en eau potable et de limiter les fuites en renforçant la surveillance 24h sur 24. « Ainsi, 390 000 m³ seront économisés, précise la directrice de Suez. Sera également réduite l'intrusion des eaux pluviales parasitées dans le système d'assainissement en scannant les canalisations en identifiant les zones de fragilité. »

De son côté, le président de la CCPOP, Yann Bompard se réjouit que « le prix du m³ soit de 3,44€ pour les habitants de la Communauté de Communes, contre une moyenne nationale en France de 4,65€. » Il est vrai qu'on n'est pas égaux face aux tarifs qui concernent l'abonnement, la consommation, l'entretien et le coût de l'assainissement des eaux usées. Puisque, selon un rapport récent, le prix du m³ en Vaucluse est de 4,09€, dans le Gard de 4,60€, dans les Bouches-du-Rhône de 3,52€ et dans les Alpes-de-Haute-Provence, 3,36€.

Les deux partenaires se sont félicités d'avoir « un service de l'eau fiable, performant et durable au bénéfice des habitants de l'ensemble du territoire. »

Sainte-Cécile-les-Vignes : Cristaline est toujours l'eau préférée des Français

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ca coule de source : Cristaline est toujours l'eau préférée des Français et la plus vendue en 2024, avec 70 bouteilles par seconde.

Avec 268 millions de bouteilles d'1,5 litre en packs de 12, elle trône sur la plus haute marche du podium, d'après l'étude de consommation de NielsenIQ publiée par les éditions Olivier Dauvers. Et justement l'une des 21 sources de Cristaline est celle de Sainte-Cécile, captée à Cairanne, dans le Vaucluse qui cohabite avec les vins des Côtes-du-Rhône, dans une nappe de myocène qui date de 18 000 ans, à environ 200 mètres de profondeur. Et Cristaline figure aussi en 2ème place avec 220 millions de bouteilles vendues dans une autre contenance (50cl) et devant la canette de Red Bull en 25cl (73,8 millions), 5ème l'eau des volcans d'Auvergne, Volvic (73,7 millions).

Créée en 1992 par Pierre Castel et Pierre Papillaud (décédé en 2017), elle est le fleuron du groupe « Roxane » qui est composé de Rozana, Vals et Vernière entre autres. Elle est depuis 2010 « l'eau préférée des Français » et se caractérise « par une bactériologie saine, une absence de chlore » selon la direction. Elle écrase la concurrence par un rapport qualité-prix nettement moins cher que les autres. Elle est également plus légère puisque son poids a diminué de 60%, passant de 50g à 20g de plastique pour chaque bouteille. Depuis 2016, le bouchon est solidaire, donc ne se perd pas dans la nature et limite l'impact environnemental.

En 2023, Cristaline a détrôné le fameux pastis créé par Paul Ricard (dans le 14ème arrondissement de Marseille, quartier Sainte-Marthe), ce qui ne s'était jamais produit depuis qu'existent les études sur les habitudes des consommateurs. Elle s'est également diversifiée en plus des eaux « plates » avec des eaux

Ecrit par le 3 juillet 2026

« gazéfiées » ou « aromatisées ».

Aujourd'hui, si on prend en compte toutes les bouteilles de Cristaline commercialisées, 1,8 milliard pour celles d'une contenance de 1,5l, auxquelles on ajoute celles de 50cl et 100 cl, cela représente, tenez-vous bien, 2,4 milliards de flacons... C'est à dire que chaque seconde, sont vendues 70 bouteilles.



DR Cristaline

Fonds d'investissement hydraulique agricole : 48 projets labellisés, pas un seul en Paca

Ecrit par le 3 juillet 2026



Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt, vient d'annoncer les lauréats du premier appel à projet du fonds d'investissement en hydraulique agricole. Si 14 projets se trouvent en Occitanie, pas un ne se trouve dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En déplacement dans l'Aude, Annie Genevard, la ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt, vient de dévoiler les lauréats financés au titre du fonds d'investissement hydraulique agricole. Au total, 48 projets sont retenus dans toute la France pour un montant de 20M€. Objectif ? Accompagner les investissements destinés à l'irrigation de parcelles agricoles, pour contribuer à sécuriser l'accès à l'eau des exploitations dans des conditions durables et respectueuses de la ressource en eau.

14 projets retenus en Occitanie, aucun en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les types de projets sont divers : 17 projets sont des retenues dont 11 sont des retenues collinaires, 11 projets sont des créations ou des extensions de réseaux d'irrigation, 11 autres projets concernent la rénovation ou l'optimisation du patrimoine hydraulique, 4 la réhausse ou l'agrandissement du patrimoine hydraulique, 4 la rénovation ou la réhabilitation de réseaux d'irrigation. Un projet, celui d'Argelès-sur-Mer) consiste en de la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation de 600 nouveaux hectares.

Sur les 48 projets, 14 se trouvent en Occitanie, région les plus déficitaires en eau mais aucun ne se trouve en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([voir carte ci-dessous](#)). Les plus proches se situent dans l'Hérault

Ecrit par le 3 juillet 2026

et au Nord de Lyon.



« Sans eau, il n'y a pas de vie, il n'y a pas d'agriculture, il n'y a pas d'alimentation. »

Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt

« Sans eau, il n'y a pas de vie, il n'y a pas d'agriculture, il n'y a pas d'alimentation, précise la ministre. Or, l'eau manque cruellement dans une partie du pays alors qu'elle crée des inondations dramatiques ailleurs. Dans ce contexte, pour renforcer l'accès à l'eau et adapter notre agriculture au changement climatique, des combinaisons de solutions doivent être mobilisées et adaptées à l'échelle locale. Elles allient évolutions de pratiques agricoles et investissements dans l'hydraulique. Le fonds hydraulique agricole contribue à accompagner et accélérer la réalisation des projets locaux et à soutenir les efforts demandés aux agriculteurs pour une gestion plus sobre et plus efficace de la ressource en eau. Les 48 projets qui seront ainsi financés par l'Etat contribuent à aider nos agriculteurs à se projeter vers l'avenir malgré la menace du réchauffement climatique. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre



« Les Contrats Ambitions 2024-2025 »

Et c'est la Présidente Dominique Santoni qui a ouvert la séance avec « Les Contrats Ambitions 2024-2025 » destinés à structurer les territoires. « 1. 803 786€ seront versés à 23 communes pour réaliser des projets et s'inscrire dans la transition écologique ». Par exemple, aménager un espace sportif à Cadenet, construire une médiathèque au Thor, désamianter le toit de l'école de Peypin d'Aigues, remplacer les projecteurs du Pôle Culturel Camille Claudel à Sorgues par des LED, désimperméabiliser la cour de récréation de l'école d'Uchaux, rénover le presbytère de Beaumont du Ventoux, installer des caméras de video-protection à Lamotte du Rhône et rénover les murs en pierres sèches de Saignon.

Eau

Après les 1ers Etats Généraux de l'Eau, en décembre 2022, des actions vont être réalisées pour

Écrit par le 3 juillet 2026

économiser l'eau à Fontaine de Vaucluse, Vacqueyras, Sault et à la station d'épuration d'Orange. 470 000€ seront alloués à l'aménagement hydraulique pour maintenir l'activité agricole vauclusienne malgré la sécheresse. Sur 38 900 hectares irrigables en Vaucluse, 25 000 (soit 64%) sont gérés par des Associations Syndicales de Propriétaires (ASP) pour le Canal de Saint-Julien, celui de Carpentras ou celui de l'Isle-sur-La Sorgue et le Canal Crillon, dans la Plaine d'Avignon.

Arbres

Le dispositif « Planter 50 000 arbres en Vaucluse » prend racine. Le Schéma des Espaces Naturels Sensibles et de la Biodiversité de Vaucluse 2019-2025 se poursuit à Beaumont-du-Ventoux, Saint-Saturnin-les-Avignon, Pernes, Maubec, Puget-sur-Durance, Saint-Pierre-de-Vassols et le Pays de Sorgues et Monts-de-Vaucluse.

Solidarité et inclusion

Cavaillon et l'embrasement de 4 véhicules de police devant le commissariat ont fait la une de l'actualité mercredi. Dans le cadre du Contrat de ville, 30 000€ vont être crédités « pour contribuer à une société plus inclusive et plus solidaire » dans les quartiers défavorisés, notamment les 6840 habitants de la fameuse Cité du Docteur Ayme ou Ratacan. Avec un seul but, réduire les inégalités sociales.

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Haut & Très Haut Débit

Vaucluse Numérique continue l'aventure du 100% connecté et du Haut & Très Haut Débit. Entamé en 2011, le réseau a déployé 700 km d'infrastructures et posé 10 000 prises entre 2012 et 2014. Le 1er Plan (68M€) qui s'est achevé en 2019, a débouché sur l'installations de 50 000 prises. Le second, finalisé en 2021 a coûté 80M€ et permis d'installer 55 000 boîtiers. Hervé de Lépineau l'élue de Carpentras a rappelé que nombre de branchements sauvages sévissent, sans parler des intempéries, rafales de mistral et pluies diluviennes. « Il faudrait des normes qui sécurisent les coffrets ».

Collèges

Pour le bon fonctionnement des 41 collèges publics de Vaucluse, 3,867M€ vont être crédités pour la prise en charge des facture de gaz et d'électricité qui flambent à cause du coût de l'énergie. Ce sera notamment le cas pour les établissements Charles de Gaulle à Apt, Mistral & Roumanille à Avignon, Saint-Exupéry à Bédarrides, Anne Frank à Morières, Jules Verne au Pontet Albert Camus à La Tour d'Aigues et Lou Vignarès à Vedène. Et pour 2025, le tarif des cantines passe de 3,40€ à 3,60€.

Toujours dans le cadre de l'éducation des jeunes vauclusiens, le Schéma Numérique continue de migrer vers la fibre. D'ici à fin-décembre, la totalité des 53 collèges publics et privés sera connecté au Très Haut Débit. Sur un budget annuel d'investissement de 2M€, 900 000€ seront consacrés à l'achat de tablettes, PC et écrans interactifs. « Et je suis formelle », a précisé la Présidente à une élue qui affirmait que sa fille

Ecrit par le 3 juillet 2026

avait accès à tout et était une *'véritable bombe à retardement à la maison'*. « Le code parental est absolument obligatoire pour tous les équipements destinés aux enfants. »

Communes

Un dossier financier important pour le maillage des territoires, celui des dotations pour les communes de moins de 5 000 habitants et il y en a quand même 124 sur les 151 que compte le Vaucluse. Avec à la clé 11,852M€ de dotations. Par exemple, 250 000€ pour Robion, 235 000€ pour Camaret, 238 000€ pour Cheval-Blanc, 186 000€ pour Bedoin, 176 000€ pour Gargas, 141 000€ pour Baumes-de-Venise et 110 000€ pour La Bastide des Jourdans.

Médecins

Pour lutter contre les déserts médicaux, le Département s'est lancé dans la création d'un réseau de Maisons de Santé avec déjà 3 sites à Avignon, Apt et Cadenet. Deux autres vont ouvrir à Sorgues et Valréas et une convention va être signée avec la Fédération Nationale pour renforcer l'accès des Vauclusiens aux soins de santé.

Attractivité

Enfin pour renforcer le rayonnement et l'attractivité du Vaucluse, le département adhère depuis 1994 au Comité du Tourisme de la Région Sud et renouvelle sa cotisation pour être encore plus présent au cœur des tour-opérateurs, sites touristiques, chaînes de loisirs en plein air, d'hôtellerie, de restauration, les offices de tourisme, les agences de voyages voire les influenceurs. Le Vaucluse, ses paysages, ses festivals, son patrimoine, sa culture, sa romanité, ses vignes, ses villages perchés est un département hautement touristique dans un pays qui est leader mondial avec 100 millions de visiteurs par an. Avec le passage de la Flamme le 19 juin dans le Luberon, au Théâtre Antique d'Orange, au Mont-Ventoux, à Avignon et les Jeux Olympiques et Paralympiques, ce chiffre va sans doute progresser partout en 2024.

André Brunetti

Le collectif citoyen Wocon revient avec une vidéo sur la gestion de l'eau à Avignon

Ecrit par le 3 juillet 2026



[Après l'impact d'Airbnb](#) dans la cité des papes, le recyclage, l'affichage publicitaire, la Leo, le destruction des terres agricoles ou bien encore l'aéroport, le collectif citoyen [Wocon](#) vient de publier une nouvelle vidéo sur la gestion de l'eau en Avignon.

[Ce nouveau film de près de 17 mn](#) de ce média citoyen d'investigation locale sur les enjeux sociaux et environnementaux s'intéresse désormais à la gestion de l'eau à Avignon.

« À Avignon, Rhône et Durance donnent une impression d'abondance de l'eau, explique [Wocon](#). Pourtant la gestion de cette ressource précieuse pourrait bien s'avérer cruciale dans les prochaines années. Comment faire pour assurer un accès juste et équitable à l'eau ? Quelle pourrait être l'intérêt d'une gestion publique ? »

[Trop de locations Airbnb à Avignon ? Le collectif citoyen Wocon s'inquiète](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

Accompagné dans leur enquête par le Collectif de l'eau, Wocon s'attache à démontrer, point par point, « les nombreux manquements de la délégation de service public dont bénéficierait » le délégataire sur notre territoire.

« Gaspillage d'argent public, fuites, services inopérants... Les critiques sont nombreuses, sourcées et des pistes de solutions sont évoquées », insiste le collectif qui projette également cette vidéo ce jeudi 10 octobre à 19h30 au café-librairie Youpi situé 26 avenue Saint-Ruf à Avignon. Une rencontre gratuite qui sera suivie d'un débat sur ce thème de la gestion de l'eau. L'occasion d'esquisser collectivement des pistes d'actions en compagnie de Wocon et du Collectif de l'eau qui seront présents.

Écrit par le 3 juillet 2026



YOUPI ! CAFÉ-LIBRAIRIE
RENCONTRE GRATUITE ET OUVERTE À TOU-TE-S
PUIS APERO CONVIVAL JUSQU'À 22h

JEUDI 10 OCTOBRE

DE 19H30 À 20H30



"EAU, QUAND LES HABITANTS TRINQUENT"

Projection/débat avec **Wocon** pour leur vidéo et en présence du **Collectif de l'eau**.

“À Avignon, Rhône et Durance donnent une impression d'abondance et pourtant l'eau n'est pas aussi bien traitée qu'on peut le penser. Nos collectivités abandonnent la **gestion de l'eau** au profit (juteux) des Suez ou Veolia... et **au détriment de l'intérêt des citoyens.**”

26 AVENUE SAINT-RUF 84000 AVIGNON - WWW.YOUI-AVIGNON.FR - 04 90 82 07 49

Ecrit par le 3 juillet 2026

En octobre, la Ville de Sorgues célèbre les sciences



La Fête de la science débute aujourd'hui — mardi 1^{er} octobre — à Sorgues, où vont être célébrées toutes les formes de science de façon ludique et festive jusqu'au samedi 12 octobre.

Cette année, la Ville de Sorgues a choisi l'eau comme thématique de la Fête de la science. Pour cette édition 'Sorgues au fil de l'eau', le programme sera riche et varié avec des expositions photographiques et pédagogiques, une visite du Moulin de la Grange des Roues, une balade contée, une Murder Party, des ateliers créatifs, une projection, ou encore une initiation à la sourcellerie dans le jardin de Brantes.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le programme

- Jusqu'au samedi 12 octobre, le public pourra découvrir deux expositions : 'Canaux et rivières à Sorgues' par le service culturel de la Ville, et 'Le charme de la pierre naturelle' par Quentin le retour aux sources.

Entrée libre. Pôle culturel Camille Claudel. 285 Avenue d'Avignon.

- Le mercredi 2 octobre, un atelier de jeux autour de l'eau sera animé par France Nature Environnement pour apprendre les écogestes.

De 14h à 18h. Entrée libre. Pôle culturel Camille Claudel. 285 Avenue d'Avignon.

- Du jeudi 3 au samedi 12 octobre, le Département de Vaucluse proposera l'exposition 'Le Vaucluse, une terre d'eau' pour découvrir les richesses aquatiques insoupçonnées des fleuves, rivières et cours d'eau du territoire.

Entrée libre. Pôle culturel Camille Claudel. 285 Avenue d'Avignon.

- Le samedi 5 octobre, Eliane Goudet animera une balade contée sur 'Les gens du Rhône'.

De 10h à 12h. Gratuit sur inscription auprès de la Médiathèque. Départ du parking du parcours de santé de l'île de l'Oiselay.

- Le samedi 5 octobre, 'La prophétie des grenouilles', un film d'animation qui revisite le mythe de l'Arche de Noé, réalisé par Jacques-Rémy Girerd et produit par le studio Folimage, sera projeté.

De 15h à 16h30. Dès 6 ans. Médiathèque Jean Tortel. 285 Avenue d'Avignon.

- Le mercredi 9 octobre, l'atelier créatif 'Un automne pluvieux' vous permettra de créer des sculptures en papier et fil de fer armé. Les fournitures seront fournies.

De 10h à 12h. Dès 10 ans. Gratuit sur inscription auprès de la Médiathèque. Salle de l'E.C.L.A. 285 Avenue d'Avignon.

- Le mercredi 9 octobre, l'association Semailles animera l'atelier 'Y a de la vie dans la mare' pour découvrir les secrets des mares, ses plantes et ses bêtes.

De 15h à 17h. Entrée libre. 285 Avenue d'Avignon.

- Le samedi 12 octobre, il sera possible de visiter le Moulin de la Grange des Roues, témoignage important de l'histoire industrielle de Sorgues.

De 10h30 à 12h. Dès 12 ans. Gratuit sur inscription auprès de la Médiathèque. 522 Chemin Grange des Roues.

- Le samedi 12 octobre, le sourcier radiesthésiste Roger Viau vous initiera aux techniques de sourcier.

De 14h à 17h. Dès 14 ans. Gratuit sur inscription auprès de la Médiathèque. Jardin de Brantes. 157 Chemin Brantes.

- Le samedi 12 octobre, la Fête de la science fera sa Murder Party durant laquelle vous vous plongerez dans la peau d'un détective pour élucider le mystère.

Ecrit par le 3 juillet 2026

De 20h à 23h. Dès 12 ans. Gratuit pour les 12-14 ans. 5€ à partir de 15 ans (billetterie au Pôle culturel).
Pôle culturel Camille Claudel. 285 Avenue d'Avignon.

médiathèque
Jean Tortel
_Sorgues



**FÊTE DE
LA SCIENCE**

Du 1^{er} → 12 octobre

**SORGUES
AU FIL
DE L'EAU!**

fête de la Science

Médiathèque
Municipale
Jean Tortel

04 90 39 71 33
www.sorgues.fr



Piratages des collectivités : à qui le tour ?



[Le groupe Veolia](#) et [l'AMV](#) (Association des maires de Vaucluse) ont organisé une table-ronde sur le thème : 'Cybersécurité et eau : collectivités, services publics, entreprises... Tous concernés'. Cette matinale, qui s'est tenue à l'Isle-sur-la-Sorgue, a été notamment l'occasion de rappeler les enjeux majeurs liés à la cybersécurité et de donner les clés pour pouvoir faire face à cette menace qui ciblent de plus en plus des collectivités de plus en plus en première ligne.

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Toutes les organisations, quelles que soient leurs tailles et leurs domaines d'activité sont potentiellement concernées par les menaces de cyberattaques, expliquait [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes en préambule de cette 4^e matinale climat organisé dans la Région Sud. Il est désormais essentiel pour les entreprises et les collectivités, dans le domaine de l'eau notamment, de prendre la pleine mesure cyber et se protéger. Ces rendez-vous, à destination des acteurs de premières lignes ont pour objectifs de favoriser les échanges, les interrogations, les retours d'expériences entre les différents experts qui interviennent sur le sujet mais également avec les élus et les représentants des collectivités présents. »

« Les cyberattaquants s'en prennent à ceux qui sont le moins bien protégés. »

[Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'[ANSSI](#)

Données compromises pour 1 français sur 2

Après un mot d'accueil de [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, sur la nécessité pour les collectivités de se prémunir contre les cyberattaques et leurs conséquences, les six intervenants ont dressé un état des lieux complet de la menace.

A une période où selon [la CNIL](#) (Commission nationale de l'informatique et des libertés) 1 français sur 2 a vu ses données personnelles compromises à la suite d'attaque et où plus de 2 500 actions de suspension de sites illicites utilisés pour de vastes campagnes d'hameçonnage ont été réalisées contre le cybersquattage de noms de domaines des collectivités, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca à la sécurité numérique pour l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ([ANSSI](#)) a rappelé la réglementation actuelle ainsi que les techniques des cyberpirates. Des méthodes que l'on pourrait assimiler à « une logique de la pêche au chalut » afin de ratisser le plus large possible pour s'attaquer aux plus 'faibles', c'est-à-dire ceux qui sont le moins bien protégés. Avec un souci de rentabilité, en jouant sur la masse des attaques, qui a pour conséquence qu'il n'est nul besoin d'être une cible directe pour en être la victime.

« On n'est jamais assez préparé »,

[Jérôme Poggi](#), Responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille

[Le coût de la cybercriminalité explose en France](#)

Epée de Damoclès 2.0 ?

Ecrit par le 3 juillet 2026

Un risque permanent, sorte de d'épée de Damoclès 2.0, que confirme le commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, chef de la section cyber et anticipation cyber de la division régionale des réserves : « Au niveau financier le ransomware est le plus rentable. La France a versé 888 M€ de rançon en 2022. »

Dans tous les cas, le commandant de gendarmerie assure qu'il est impératif de prévenir les autorités, que ce soit pour mieux se défendre ou tenter d'identifier les attaquants pour les mettre hors d'état de nuire ou limiter les effets. « Il est très important de réagir vite », explique le militaire.

« Il faut pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé. »

[Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services

Une rapidité de réaction que confirme [Jérôme Poggi](#), RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) à la ville de Marseille dont les services ont été victime d'une cyberattaque le 14 mars 2020 à 7h31.

Après avoir témoigné de la difficulté de se remettre de telles attaques, plusieurs mois, il a insisté sur les conséquences parfois inattendues qu'elles pouvaient avoir sur la bonne marche de la collectivité (gestion des cimetières, Etat-civil, impact humain, sentiment de remise en cause...). « On n'est jamais assez préparé », prévient-il.

« Il faut effectivement prendre en compte le temps long d'une telle crise et donc anticiper pour pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé », estime pour sa part [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, expert en sécurité des infrastructures hydrauliques.

C'est avec cette volonté d'anticipation, qu'en vue des JO de Paris, cet expert de la sûreté dans le domaine de l'eau a participé à un exercice de crise d'une attaque cyber dans une station d'épuration Veolia en Île-de-France.

« Nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients. »

[Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France

Sécuriser l'approvisionnement en eau

Chez Veolia, cette prévention de la menace passe notamment par un accompagnement des collectivités partenaires.

« Tout d'abord, nous mettons en place une forte sensibilisation aux aspects humains, insiste [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France. Ensuite nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients, car ouvrir des portes et créer des interconnexions a des conséquences. On protège aussi les systèmes informatiques dans l'usine via des antivirus. Il faut aussi détecter les incidents qui peuvent arriver et

Ecrit par le 3 juillet 2026

enfin, se préparer opérationnellement en ayant des sauvegardes, être capable de les restaurer, mener des exercices de crise... »

« Cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. »

[Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes

« Les services d'eau et d'assainissement étant vitaux pour notre société, ils sont également vulnérables aux menaces cybernétiques, ce qui rend la cybersécurité d'une importance capitale pour Veolia, rappelle [Olivier Campos](#), le directeur Provence-Alpes. Les systèmes de contrôle industriel utilisés pour gérer les infrastructures d'eau et d'assainissement sont de plus en plus connectés à internet pour des raisons d'efficacité et de commodité. Cependant, cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. Une attaque réussie pourrait perturber l'approvisionnement en eau ou l'assainissement, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la santé publique et l'environnement. Le sujet est également sensible car Veolia gère une grande quantité de données sensibles sur ses clients. »

« Il ne viendrait jamais à l'idée pour un élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable. »

[Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité

Quelles sont les solutions et que faire en cas d'attaque ?

« Il faut responsabiliser et sensibiliser les dirigeants ou les élus aux risques cyber pour qu'ils prennent leurs responsabilités, mettent les moyens humains, techniques et financiers en face du risque, précise [Léo Gonzales](#), PDG de [Devensys cybersécurité](#) à Montpellier. C'est exactement ce qu'il se passe pour le risque juridique, ou encore avec le risque sûreté (normes ERP pour les bâtiments, sécurité incendie, etc.) Il ne viendrait jamais à l'idée pour un dirigeant ou élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable (consuel, pompiers, etc.). Idem avec le contrôle technique et l'entretien des voitures, ou les équipements de sécurité préventive (airbag, radar avec freinage auto, etc.). Pourtant, c'est comme la cyber... on investit pour 'rien' au départ. Mais ne pas prévoir à la conception les buses d'extinction incendie dans un hôtel, ou les portes coupe-feu, cela coûterait extrêmement cher de le rajouter après. »

Des diagnostics gratuits existent rappellent [Célia Nowak](#) pour l'ANSSI ainsi que le commandant [Nidhal Ben Aloui](#) pour la gendarmerie.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Les intervenants (de gauche à droite) : [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France, [Jérôme Poggi](#), responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille, [Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité, [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'ANSSI, [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, ainsi que [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes.

« Nous disposons de guides et d'outils mis à disposition des collectivités dans les domaines de la prévention, de la détection et de la réaction », complète la déléguée régionale de l'ANSSI qui peut s'appuyer sur [le CSIRT \(Computer security incident response team\)](#) de Paca qui traitent les demandes d'assistance des acteurs de taille intermédiaire (PME, ETI, collectivités territoriales et associations). Même offre complémentaire pour les gendarmes : « nous proposons des supports d'informations lors des situations de crise ainsi que les listes de contacts en cas d'urgence. Nous avons aussi formé des référents dans les brigades de la Région Sud afin d'apporter des réponses adaptées en fonction des profils des personnes qui nous sollicitent. »

« La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

S'adapter en permanence aux nouveaux défis

S'il est nécessaire de dresser un diagnostic de sa vulnérabilité face aux cyberattaques ainsi que de savoir comment réagir « une poignée d'actions 'défensives' constituent déjà la clef pour limiter drastiquement les risques (sauvegardes, cloisonnement, antivirus), résume Léo Gonzales de Devensys cybersécurité. Les

Ecrit par le 3 juillet 2026

attaquants innovent en permanence et il faut s'adapter en face. Il y a forcément une certaine latence dans la réponse, et un coût financier et humain. L'objectif étant de rendre l'attaque plus complexe, plus longue, plus chère. »

De faire en quelques sorte, que le cyberpirate passe son chemin pour, qu'à l'image d'un cambrioleur qui évite une maison avec un chien ou une alarme, il s'oriente vers un 'voisin' moins protégé.

« On doit aussi penser à des systèmes de détection, pour le cas où cela devient trop tard, afin que les 'voleurs' sachent que la 'police' arrive très rapidement, et qu'ils n'aient pas le temps de faire trop de dégâts », poursuit Leo Gonzales.

« Il ne faut pas rester seul. »

Commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca,

Au final, l'ensemble des intervenants s'accordent sur un point : « La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

C'est pour cela qu'à l'image de la Ville de Marseille et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information, la collectivité phocéenne est sur le qui-vive. : « Nous pratiquons des exercices en permanence, confie Jérôme Poggi. On teste les sauvegardes, on teste les procédures, on teste la réactivité des équipes, on teste encore et encore pour faire face à toutes les éventualités. »

Cependant, si les solutions peuvent apparaître uniquement techniques, il ne faut pas négliger l'impact humain. « Il ne faut pas rester seul. Il faut savoir s'entourer, insiste le commandant Nidhal Ben Aloui. Surtout si parfois à tort, on pense être bien préparé à une attaque. »

Et le gendarme, comme plusieurs intervenants, d'évoquer les conséquences humaines (dépression, burnout et même suicide) de certaines de ces attaques pour les dirigeants, élus ou chefs de service qui s'en sentent responsables.

[Réglementations sur la protection des données & cybersécurité](#)